

CEC

Centre d'Echange et de Compensation asbl
Arrondissement judiciaire de Bruxelles
TVA BE 0414.509.011



boulevard de Berlaimont 14
1000 Bruxelles

Rapport annuel 2006

TABLE DES MATIERES

| | |
|---------------------------------|----|
| EVOLUTION GENERALE | 5 |
| EVOLUTION PAR TYPE D'OPERATIONS | 6 |
| COUTS | 9 |
| ECHANGES MANUELS | 9 |
| ACTIVITES | 10 |
| PERSPECTIVES | 11 |

ANNEXE STATISTIQUE

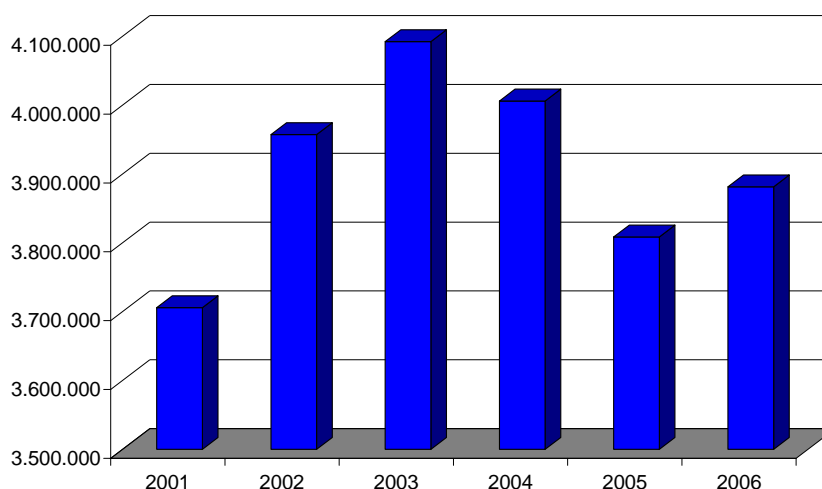
| | |
|--|----|
| Tableau 1 : Evolution du volume d'opérations traitées | 13 |
| Tableau 2 : Evolution des montants traités | 13 |
| Tableau 3 : Volumes traités par catégorie d'opérations | 14 |
| Tableau 4 : Montants traités par catégorie d'opérations | 15 |
| Tableau 5 : Répartition des opérations remises et reçues | 16 |
| Tableau 6 : Définition des catégories statistiques | 17 |

EVOLUTION GENERALE ¹

En 2006, le CEC a traité 966.493.229 opérations, ce qui correspond à une moyenne journalière de presque 3,9 millions d'opérations. Par rapport à l'exercice 2005, le nombre total des opérations a augmenté de 1,5 %.

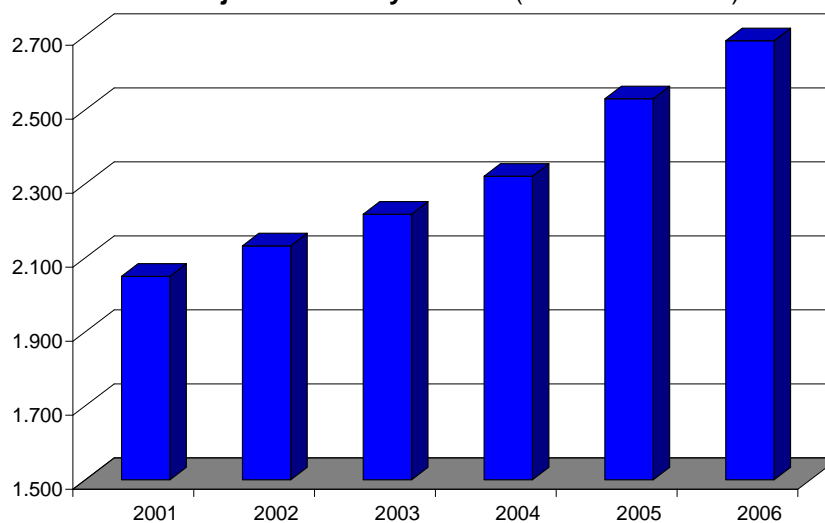
La moyenne journalière des volumes échangés en 2006 a crû de 1,9 %. La moyenne journalière des capitaux échangés a fortement augmenté (+ 6,2 %) pour atteindre près de 2,7 milliards d'EUR.

Nombre journalier moyen d'opérations traitées



Le capital total des opérations échangées a augmenté de 5,8 % en 2006, atteignant plus de **669 milliards d'EUR**, une hausse supérieure à l'augmentation moyenne.

Montant journalier moyen traité (en millions d'EUR)



¹ Voir tableaux 1 et 2 en annexe.

En 2006, le plus gros volume de messages, à savoir 7.793.138 opérations, a été traité le 27 décembre (premier jour ouvrable CEC après le week-end prolongé de Noël). Le montant le plus élevé, c.-à-d. 5.291.636.050 EUR - nouveau record journalier - a été enregistré le 30 mai 2006 (juste après le week-end prolongé de l'Ascension). Le record en volume, à savoir 10.099.066 messages de paiement enregistrés le 2 janvier 2002, le premier jour ouvrable après l'introduction des billets et des monnaies en euro, n'a pas été battu.

Fin 2006, 83 établissements de crédit participaient directement ou indirectement au CEC. Comme le montre le tableau ci-dessous, ils se répartissaient en 21 adhérents et 62 sous-adhérents.

| | Adhérents | | Sous-adhérents | |
|----------------------------------|-----------|-----------|----------------|------------|
| | 2005 | 2006 | 2005 | 2006 |
| • Etablissements de crédit | | | | |
| - de droit belge | 15 | 14 | 35 | 36 |
| - de droit étranger (dont UE) | 4 (3) | 4 (3) | 26 (18) | 26 (18) |
| • Autres établissements | 3 | 3 | | |
| Total | 22 | 21 | 61 | 62 |

EVOLUTION PAR TYPE D'OPERATIONS ²

VOLUMES

L'augmentation du nombre d'opérations, exprimée en moyenne journalière, était de 1,9 %. Cette croissance s'explique par la hausse des opérations de crédit (+ 5,4 %) et une régression des opérations de débit (- 15,6 %).

Pour les opérations de crédit, toutes les catégories sauf les versements sont en progression. C'est surtout le volet "crédit" des transactions par carte (rubrique "contrepartie paiement par carte") qui a fortement progressé (+ 8,4 %), ce qui confirme que les paiements POS et les retraits ATM continuent d'augmenter en Belgique. Au niveau des virements, les opérations remises sur support papier ont légèrement progressé après une stabilisation en 2005 (+ 2,3 %), tandis que les transactions automatisées ont poursuivi leur tendance à la hausse (+ 5,8 %).

Les opérations relatives aux applications domiciliations ont connu une légère augmentation (+ 2,6 %) et représentent maintenant plus de 11 % du nombre total des opérations de paiement.

² Voir tableaux 3 et 4 en annexe.

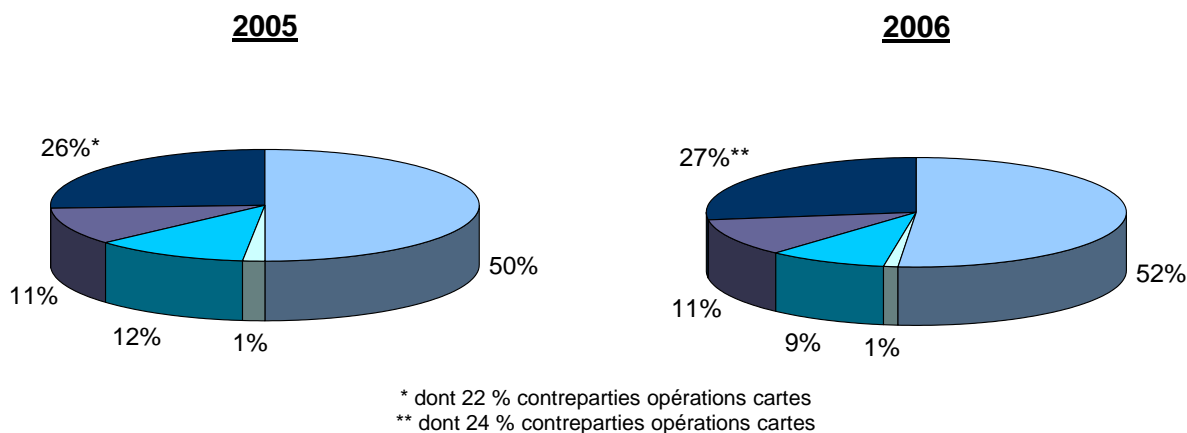
Les volumes d'opérations POS et PROTON ont fortement reculé, c.-à-d. de 23,9 % et de 22,4 % respectivement. Le recul des opérations ATM (- 6,1 %) est moins prononcé que les années précédentes. Cette régression, qui se répète depuis plusieurs années, est due au système "Online to the Banks (OLTB)" de Banksys, qui favorise l'échange direct des informations relatives aux paiements par carte, entre Banksys et quelques grands établissements financiers, sans l'intervention du CEC. La régression au niveau du CEC ne signifie donc pas que le nombre total des opérations POS et ATM en Belgique ait diminué.

Au niveau des opérations de débit, seules les opérations par cartes de crédit ont augmenté (+ 8,8 %), ce qui était déjà le cas en 2005.

Comme prévu, les chèques ont à nouveau diminué (- 7,6 %) malgré le relèvement, le 15 novembre 2004, du seuil des chèques échangés manuellement, impliquant que les chèques de moins de 50.000 EUR sont échangeables via le CEC (cheque truncation).

La lettre de change finalement, devient de plus en plus obsolète. En 2006, le volume de cette catégorie a diminué de 11,8 %, pour atteindre plus ou moins 2.600 opérations par jour en moyenne.

Volumes traités par catégorie d'opérations



| | | | | |
|--|---|---|--|---|
| ■ Virements | ■ Chèques | ■ ATM / POS | ■ Domiciliations | ■ Autres (e.a. contreparties opérations cartes) |
|--|---|---|--|---|

MONTANTS

La croissance de 6,2 % des montants traités, poussant la moyenne journalière à 2,69 milliards d'EUR, résulte de l'augmentation dans toutes les catégories principales, à savoir les opérations de crédit (+ 6,2 %), les opérations de débit (+ 6,7 %) et les domiciliations (+ 7,7 %).

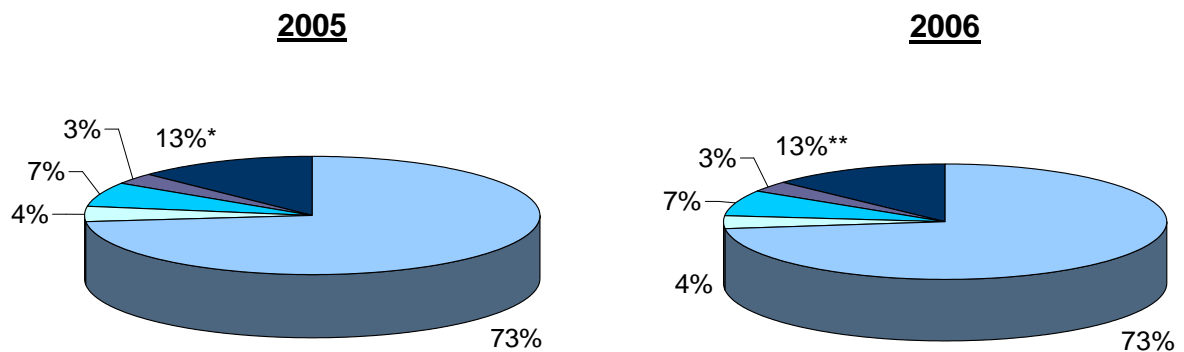
L'augmentation des opérations de crédit est assez prononcée dans toutes les catégories (sauf les versements).

Au niveau des opérations de débit, toutes les catégories sont en augmentation sauf les chèques et PROTON. Les chèques ont presque doublé par rapport à la période avant l'augmentation du plafond pour le "truncation". La forte progression des opérations ATM (+ 48,8 %) est en grande partie due à l'ouverture des guichets automatiques propres à des non-clients.

Les domiciliations ont subi une hausse importante (+ 7,7 %).

La lettre de change continue sa tendance à la baisse en 2006 (- 4,9 %), mais de façon moins prononcée que les années précédentes.

Montants traités par catégorie d'opérations



* dont 9,0 % contreparties opérations cartes

** dont 9,4 % contreparties opérations cartes

| | | | | |
|-------------|-----------|-------------|------------------|---|
| ■ Virements | ■ Chèques | ■ ATM / POS | ■ Domiciliations | ■ Autres (e.a. contreparties opérations cartes) |
|-------------|-----------|-------------|------------------|---|

COUTS

Le total des coûts de l'exercice 2006 s'élève à 3.573.571 EUR (hors TVA), soit une diminution de 1.084.213 EUR par rapport à l'année 2005.

Cette diminution est principalement due à la finalisation du projet CEC III. En 2005, ce projet a engendré une dernière tranche d'investissement (523.584 EUR). La diminution des frais d'exploitation, surtout ceux liés à l'utilisation des nouvelles technologies, et la baisse des frais d'entretien de la nouvelle application ont contribué à la régression des coûts.

En 2006, le prix par transaction, basé sur le nombre d'opérations, s'élève à 0,37 eurocent (0,0037 EUR), soit une diminution de 24 % par rapport à l'exercice précédent, frais d'investissements CEC III inclus, ou de 14 % frais d'investissements CEC III exclus.

ECHANGES MANUELS

La tendance au recul observée au niveau des échanges manuels depuis quelques années - les volumes avaient diminué de près de la moitié en 2002 suite à l'exclusion des assignations postales - a été renforcée par l'augmentation, le 15 novembre 2004, du plafond pour le chèque truncation. A partir de cette date, les chèques de moins de 50.000 EUR pouvaient être échangés via le CEC au lieu de la Chambre de compensation. En 2006, le nombre d'opérations a diminué de 11,7 %, s'arrêtant à environ 2.000 par jour. Les capitaux relatifs aux échanges de 2006, ont par contre légèrement augmenté (+ 1,4 %), atteignant presque 200 millions d'EUR par jour.

| | | Opérations de crédit | Chèques et divers avis de débit | Impayés | Total | Evolution par rapport à l'année précédente |
|---|------|----------------------|---------------------------------|---------|--------------|--|
| Nombre Moyenne journalière (en milliers) | 2006 | 0,1 | 1,9 | 0,0 | 2,0 | -11,7% |
| | 2005 | 0,1 | 2,2 | 0,0 | 2,3 | -20,1% |
| Montant Moyenne journalière (en millions d'EUR) | 2006 | 0,1 | 197,1 | 0,4 | 197,6 | +1,4% |
| | 2005 | 0,2 | 194,1 | 0,5 | 194,8 | -0,7% |

ACTIVITES

◆ *Le plan de migration SEPA belge*

Le 10 mars 2006, le SEPA-Forum a publié, à la demande de la Banque Centrale Européenne, une première version publique du plan de migration SEPA belge. Le SEPA-Forum est présidé par le gouverneur de la Banque Nationale de Belgique et compte, entre autres, parmi ses membres tous les établissements qui font partie du conseil d'administration de l'asbl CEC.

Le but de ce plan est de préparer la migration et l'implémentation bancaire et sociétale du SEPA, le Single Euro Payments Area ou l'espace unique de paiement en euros. Les banques belges soutiennent pleinement ce projet européen.

La conclusion principale de ce plan de migration, pour ce qui est de l'asbl CEC, est que les banques belges estiment qu'il n'y a pas d'avenir pour le CEC dans le contexte SEPA. Le CEC ne serait pas en mesure d'entamer la concurrence avec les ACH's européens notamment sur le plan structurel (asbl) et sur le plan capacitaire (environ 1 milliard d'opérations). Suite à l'introduction de standards SEPA pour les virements, les domiciliations et les paiements par cartes, la protection implicite émanant des standards nationaux uniques, connue depuis la création du CEC, disparaîtra.

Le plan de migration SEPA prévoit que le CEC "s'éteindra", comme ACH, le 31 décembre 2010. Pour cette date, le trafic de paiement belge aura migré vers un ACH européen, à condition toutefois qu'une ou plusieurs alternatives européennes valables se soient présentées d'ici là.

◆ *Le CEC sera SEPA compatible dans un scénario de fall-back*

Etant donné qu'il est quasiment exclu qu'un ACH européen à part entière reprenne le trafic de paiement belge à l'échéance SEPA du 1er janvier 2008, le CEC sera, dans un scénario de fall-back, rendu conforme aux exigences SEPA par le développement d'un nombre de nouvelles applications permettant de traiter des messages de paiement en format SEPA. Ces nouvelles applications devront traiter des virements et des domiciliations et fonctionneront parallèlement aux applications CEC existantes. SEPA prévoit en effet que les clients puissent effectuer des paiements SEPA dès le 1er janvier 2008.

Dans le projet SEPA-conformité les caractéristiques existantes du CEC seront maintenues le plus possible et l'application CEC sera adaptée de sorte que le passage vers un ACH européen soit préparé de façon optimale.

◆ **EACHA**

Un ACH européen conforme à SEPA pourra se développer de ses propres moyens avec une accessibilité spécifique vis-à-vis de l'eurozone et même plus largement. L'"Interoperability framework" d'EACHA, l'association européenne d'ACH's, constitue un projet alternatif. Ce projet prépare les standards techniques et fonctionnels par lesquels les ACH's européens existants pourront se connecter de façon à réaliser l'accessibilité européenne exigée par SEPA. EACHA a été créé à Bruxelles le 28 septembre 2006 comme asbl internationale de droit belge. L'asbl CEC est un des membres fondateurs d'EACHA, tout comme la plupart des ACH's de l'eurozone et quelques uns en dehors de l'eurozone.

◆ **Le CEC conforme aux Core principes des PIPS**

Fin 2003, le CEC avait été évalué par le Groupe Oversight de la Banque Nationale de Belgique sur base des 10 Core Principles rédigés par la BRI (Banque des Règlements Internationaux). Cet assessment s'est traduit par un nombre de recommandations de la part du Groupe Oversight, surtout en matière de documentation juridique. Ces dernières années, le CEC y a répondu principalement par l'adoption de nouveaux statuts et règlements et par le projet CEC III. En 2006, le CEC estime être conforme au sous-ensemble des 6 Core Principles considérés comme le standard pour des PIPS (Prominently Important Payment Systems) tels que le CEC.

PERSPECTIVES

◆ **SEPA**

L'année 2007 sera surtout marquée par le projet SEPA-conformité qui devra permettre l'échange de messages de paiement belgo-belges en format SEPA dans le CEC, de virements européens (à partir du 1 janvier 2008) et de domiciliations européennes (à partir du 1 janvier 2009). Dans ce contexte, des modifications au règlement du CEC s'imposeront.

Cette SEPA-conformité engendre également un projet couplé, c.-à-d. le fichier temporaire de mandats de domiciliations que la Banque Nationale de Belgique mettra à disposition des adhérents de l'asbl CEC. En effet, la domiciliation européenne prévoit un Creditor-driven Mandate Flow (CMF) tandis que la Belgique ne connaît actuellement que le Debtor-driven Mandate Flow (DMF). Tous les mandats devront par conséquent être transférés de la banque du débiteur vers celle du créancier et ensuite vers le créancier même. Les adhérents pourront charger les mandats dans ce système en tant que banque du débiteur et les télécharger en tant que banque du créancier. Les deux mouvements seront effectués via le CEC Gateway.

◆ Liquidation CEC en TARGET 2

La réception de la nouvelle plate-forme pan-européenne pour paiements de gros montant, TARGET2, aura lieu en 2007. ELLIPS, le système belge RTGS (ou Real Time Gross Settlement), sera repris dans la seconde vague de migration le 18 février 2008. Cela aura des répercussions sur la liquidation des systèmes périphériques comme le CEC qui devra suivre ELLIPS vers TARGET2 et donc liquider sur la Single Shared Platform (SSP).

Cette liquidation sur la SSP sera techniquement et réglementairement élaborée en 2007.

◆ CEC Gateway Release 4.0

En 2007, une quatrième version du CEC Gateway entrera en production (Release 4.0) dans le cadre de la gestion des versions du CEC Gateway (change management), telle que stipulée par le conseil d'administration. Le Release 4.0 comprend d'une part une mise à jour technique des plates-formes de soutien et, d'autre part, des adaptations fonctionnelles qui devront permettre l'échange avec la Banque Nationale de Belgique de mandats de domiciliation dans le cadre du SEPA et d'échanger des messages de paiement dans les applications SEPA du CEC.

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau 1 : Evolution du volume d'opérations traitées

| Année | Total | Moyenne journalière | Croissance annuelle (%) (tot) |
|-------|---------------|---------------------|-------------------------------|
| 1993 | 740.253.538 | 2.949.216 | +6,5 % |
| 1994 | 784.333.681 | 3.137.335 | +6,0 % |
| 1995 | 826.220.652 | 3.318.155 | +5,3 % |
| 1996 | 867.927.048 | 3.471.708 | +5,0 % |
| 1997 | 880.603.041 | 3.536.558 | +1,5 % |
| 1998 | 929.137.415 | 3.716.550 | +5,5 % |
| 1999 | 937.161.476 | 3.748.646 | +0,9 % |
| 2000 | 885.216.332 | 3.569.421 | -5,5 % |
| 2001 | 919.043.857 | 3.705.822 | +3,8 % |
| 2002 | 985.393.685 | 3.957.404 | +7,2 % |
| 2003 | 1.019.023.740 | 4.092.465 | +3,4 % |
| 2004 | 1.009.549.690 | 4.006.150 | -0,9 % |
| 2005 | 952.167.361 | 3.808.669 | -5,7 % |
| 2006 | 966.493.229 | 3.881.499 | +1,5 % |

Tableau 2 : Evolution des montants traités en millions d'euros

| Année | Total | Moyenne journalière | Croissance annuelle (%) (tot) |
|----------|---------|---------------------|-------------------------------|
| 1993 | 541.078 | 2.156 | +37,0 % |
| 1994 | 607.626 | 2.431 | +12,3 % |
| 1995 | 659.108 | 2.647 | +8,5 % |
| 1996 (a) | 541.807 | 2.961 | +0,3 % |
| 1996 (b) | 119.132 | 1.762 | - |
| 1997 | 457.623 | 1.838 | +4,3 % |
| 1998 | 482.472 | 1.930 | +5,4 % |
| 1999 | 476.246 | 1.905 | -1,3 % |
| 2000 | 484.383 | 1.953 | +1,7 % |
| 2001 | 508.439 | 2.050 | +5,0 % |
| 2002 | 530.961 | 2.132 | +4,4 % |
| 2003 | 552.283 | 2.218 | +4,0 % |
| 2004 | 584.779 | 2.321 | +5,9 % |
| 2005 | 632.478 | 2.530 | +8,2 % |
| 2006 | 669.017 | 2.687 | +5,8 % |

(a) Jusqu'au 23-09-1996.

(b) Depuis 24-09-1996 (démarrage d'ELLIPS).

Tableau 3 : Volumes traités par catégorie d'opérations
(moyenne journalière)

| Catégorie (*) | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | Croissance (%) |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|
| <u>Opérations de crédit</u> | | | | | |
| Virements papier | 917.157 | 857.462 | 859.388 | 879.121 | +2,3 % |
| Virements automatisés | 919.312 | 992.959 | 1.049.707 | 1.110.619 | +5,8 % |
| Versements | 36.182 | 32.601 | 29.294 | 27.418 | -6,4 % |
| <i>Contreparties opérations cartes</i> | 702.807 | 777.597 | 851.125 | 922.930 | +8,4 % |
| Total (1) | 2.575.458 | 2.660.619 | 2.789.514 | 2.940.088 | +5,4 % |
| <u>Opérations de débit</u> | | | | | |
| Chèques | 66.640 | 59.334 | 55.931 | 51.659 | -7,6 % |
| Terminaux points de vente (POS) | 757.492 | 640.541 | 344.100 | 261.766 | -23,9 % |
| Guichets automatiques (ATM) | 162.788 | 124.710 | 98.365 | 92.343 | -6,1 % |
| <i>Cartes prépayées (PROTON)</i> | 12.793 | 10.071 | 6.847 | 5.315 | -22,4 % |
| <i>Chèques impayés</i> | 627 | 509 | 395 | 348 | -11,9 % |
| <i>Contreparties opérations cartes</i> | 57.552 | 59.172 | 62.472 | 67.947 | +8,8 % |
| <i>Autres</i> | 3 | 4 | 5 | 5 | +0,0 % |
| Total (2) | 1.057.895 | 894.341 | 568.115 | 479.383 | -15,6 % |
| <u>Domiciliations</u> | | | | | |
| Recouvrements | 426.970 | 420.658 | 420.789 | 432.477 | +2,8 % |
| <i>Remboursements</i> | 6.618 | 6.541 | 6.944 | 6.006 | -13,5 % |
| <i>Domiciliations impayées</i> | 18.482 | 18.088 | 18.132 | 18.997 | +4,8 % |
| Total (3) | 452.070 | 445.287 | 445.865 | 457.480 | +2,6 % |
| <u>Effets</u> | | | | | |
| <i>Effets de commerce</i> | 3.871 | 3.254 | 2.805 | 2.458 | -12,4 % |
| <i>Effets impayés</i> | 204 | 168 | 137 | 132 | -3,6 % |
| <i>Autres</i> | 85 | 70 | 58 | 56 | -3,4 % |
| Total (4) | 4.160 | 3.492 | 3.000 | 2.646 | -11,8 % |
| <u>Opérations non financières</u> | | | | | |
| <i>Effets - Info</i> | 2.882 | 2.411 | 2.175 | 1.902 | -12,6 % |
| Total (5) | 2.882 | 2.411 | 2.175 | 1.902 | -12,6 % |
| TOTAL (1+2+3+4+5) | 4.092.465 | 4.006.150 | 3.808.669 | 3.881.499 | +1,9 % |

(*) Voir définition au tableau 6. Les opérations indiquées en italique sont regroupées dans la rubrique "Autres" dans les diagrammes repris dans le texte.

Tableau 4 : Montants traités par catégorie d'opérations
(moyenne journalière - en milliers d'euros)

| Catégorie (*) | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | Croissance (%) |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|
| <u>Opérations de crédit</u> | | | | | |
| Virements papier | 697.804 | 694.048 | 728.513 | 736.414 | +1,1 % |
| Virements automatisés | 962.266 | 1.033.466 | 1.129.673 | 1.225.531 | +8,5 % |
| Versements | 12.401 | 8.602 | 5.671 | 5.128 | -9,6 % |
| <i>Contreparties opérations cartes</i> | 188.846 | 211.130 | 227.119 | 253.521 | +11,6 % |
| Total (1) | 1.861.317 | 1.947.246 | 2.090.976 | 2.220.594 | +6,2 % |
| <u>Opérations de débit</u> | | | | | |
| Chèques | 51.979 | 51.679 | 102.488 | 98.328 | -4,1 % |
| Terminaux points de vente (POS) | 134.073 | 145.544 | 159.413 | 174.490 | +9,5 % |
| Guichets automatiques (ATM) | 16.441 | 12.645 | 10.947 | 16.284 | +48,8 % |
| <i>Cartes prépayées (PROTON)</i> | 2.693 | 2.437 | 2.195 | 1.975 | -10,0 % |
| <i>Chèques impayés</i> | 745 | 648 | 789 | 727 | -7,9 % |
| <i>Contreparties opérations cartes</i> | 35.639 | 50.503 | 54.549 | 60.772 | +11,4 % |
| <i>Autres</i> | 3 | 7 | 9 | 6 | -33,3 % |
| Total (2) | 241.573 | 263.463 | 330.390 | 352.582 | +6,7 % |
| <u>Domiciliations</u> | | | | | |
| Recouvrements | 76.102 | 76.108 | 77.774 | 83.977 | +8,0 % |
| <i>Remboursements</i> | 1.465 | 1.405 | 1.387 | 1.295 | -6,6 % |
| <i>Domiciliations impayées</i> | 3.447 | 3.314 | 3.231 | 3.497 | +8,2 % |
| Total (3) | 81.014 | 80.827 | 82.392 | 88.769 | +7,7 % |
| <u>Effets</u> | | | | | |
| <i>Effets de commerce</i> | 32.556 | 27.778 | 25.129 | 23.747 | -5,5 % |
| <i>Effets impayés</i> | 1.536 | 1.228 | 1.014 | 1.116 | +10,1 % |
| <i>Autres</i> | 10 | 8 | 9 | 9 | +0,0 % |
| Total (4) | 34.102 | 29.014 | 26.152 | 24.872 | -4,9 % |
| TOTAL (1+2+3+4) | 2.218.006 | 2.320.550 | 2.529.910 | 2.686.817 | +6,2 % |

(*) Voir définition au tableau 6. Les opérations indiquées en italique sont regroupées dans la rubrique "Autres" dans les diagrammes repris dans le texte.

Tableau 5 : Répartition des opérations remises et reçues par adhérent technique

| Etablissement | | Nombre d'opérations | | Montants (x 1000 EUR) | |
|---------------|----------------------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|----------------------|
| | | 2005 | 2006 | 2005 | 2006 |
| 000 | BANQUE DE LA POSTE | 64.922.644 | 64.594.868 | 23.801.065 | 24.036.440 |
| 008 | FORTIS BANQUE (*) | 376.297.697 | 389.009.820 | 291.760.714 | 310.100.998 |
| 050 | DEXIA BANQUE BELGIQUE (*) | 290.913.297 | 287.894.166 | 175.617.581 | 179.049.261 |
| 100 | BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (*) | 1.578.589 | 1.394.966 | 7.184.445 | 6.755.574 |
| 111 | ANTWERPS BEROEPSKREDIET | 808.181 | 847.591 | 505.764 | 505.170 |
| 124 | OOSTVLAAMS BEROEPSKREDIET | 393.694 | 369.161 | 230.068 | 210.118 |
| 125 | BANQUE CPH | 4.910.876 | 5.199.216 | 2.243.324 | 2.338.498 |
| 179 | COMMERZBANK A.G. | 262.480 | 307.574 | 1.900.402 | 1.851.500 |
| 300 | ING BELGIUM (*) | 251.624.903 | 264.199.974 | 210.940.162 | 228.926.713 |
| 570 | CITIBANK INTERNATIONAL PLC | 28.318.856 | 28.251.704 | 12.933.743 | 13.940.461 |
| 590 | SANTANDER BENELUX | 4.882.417 | - | 11.509.833 | - |
| 611 | DEUTSCHE BANK S.A. | 3.424.252 | 3.886.149 | 9.662.143 | 11.908.528 |
| 635 | DELTA LLOYD BANK | 48.244.641 | 51.059.632 | 14.805.810 | 15.656.796 |
| 642 | BANCO BILBAO VIZCAYA ARGENTARIA | 159.064 | - | 69.915 | - |
| 645 | BANK J. VAN BREDA & C°(*) | 11.991.962 | 14.343.612 | 10.445.908 | 11.700.561 |
| 666 | BANKSYS | 340.727.026 | 336.224.673 | 113.556.959 | 126.257.052 |
| 671 | EUROPABANK | 6.657.966 | 20.666.036 | 3.284.071 | 11.210.771 |
| 679 | LA POSTE (*) | 54.629.170 | 56.950.870 | 78.060.210 | 80.874.370 |
| 685 | BANK OF AMERICA N.A. | 718.903 | 891.695 | 6.333.598 | 6.679.581 |
| 724 | ABN-AMRO BANK - BELGIAN BRANCH | 6.232.254 | 6.176.775 | 13.574.861 | 14.406.443 |
| 725 | KBC BANK (*) | 301.769.347 | 304.146.922 | 238.599.220 | 252.851.248 |
| 750 | AXA BANK BELGIUM (*) | 49.278.341 | 35.365.996 | 19.526.978 | 20.595.691 |
| 890 | VDK SPAARBANK | 10.656.387 | 11.033.787 | 2.456.172 | 2.569.000 |
| 979 | ARGENTA SPAARBANK | 44.931.775 | 50.171.271 | 15.952.489 | 15.609.885 |
| | | | | | |
| | | 1.904.334.722 | 1.932.986.458 | 1.264.955.438 | 1.338.034.657 |

(*) Membres du Conseil d'administration au 31/12/06

Tableau 6: Définition des catégories statistiques

| Catégorie (*) | Application | Code nature |
|--|--------------------|---------------------|
| <u>Opérations de crédit</u> | | |
| Virements papier | 001 | 0, 1, 5, 6, 9 |
| | 006 | 0, 1, 5, 6, 9 |
| Virements automatisés | 001 | 3, 8, G, R, T |
| | 006 | 3, 8, I, R, T, W, Z |
| Versements | 001 | E, F |
| | 006 | E, F |
| Contreparties opérations cartes | 001 | C, P, X, Y |
| <u>Opérations de débit</u> | | |
| Chèques | 004 | 1, 2, 5, X |
| Terminaux points de vente (POS) | 004 | 8, Y |
| Guichets automatiques (ATM) | 004 | 7, Z |
| Cartes prépayées (PROTON) | 004 | P |
| Chèques impayés | 007 | 1, 2, 5, X |
| Opérations cartes de crédits | 004 | C |
| Autres | 004 | 9, I |
| | 007 | 9, I |
| <u>Domiciliations</u> | | |
| Recouvrements | 002 | 0 |
| Remboursements | 003 | 1 |
| Impayés | 005 | 2 |
| <u>Effets</u> | | |
| Effets de commerce | 050 | 2, 3, 6, B |
| | 051 | 3 |
| | 052 | 2 |
| | 053 | B |
| Effets impayés | 052 | 4, 7 |
| | 053 | 4, R |
| Autres | 052 | 5 |
| | 053 | C |
| <u>Opérations non financières</u> | | |
| Effets - Info | 080 | 1, 3, 5, A, N, R |

(*) Les opérations indiquées en italique sont regroupées dans la rubrique "Autres" dans les diagrammes. repris dans le texte.